

La Suisse trahit sa neutralité – et le paie de vies humaines | Marcel Helfenstein

Que signifie réellement la neutralité lorsque des vies humaines sont en jeu ? Marcel Helfenstein, ancien secouriste suisse spécialisé dans les catastrophes, témoigne de première main de ses missions dans des zones de guerre et de crise – du Moyen-Orient à l'Ukraine. Il montre que la neutralité n'est pas un concept politique abstrait, mais un bouclier qui ouvre l'accès, permet la confiance et peut sauver des vies. Mais que se passe-t-il lorsque la Suisse n'est plus perçue comme neutre ? Helfenstein met en garde avec insistance contre un rapprochement avec l'OTAN, une partialité politique et la perte d'un rôle humanitaire unique. Une discussion sur la guerre, l'aide, la crédibilité et l'avenir de la neutralité suisse. Soutenez-nous : Abonnez-vous à notre newsletter : <https://pascallottaz.substack.com> Boutique : <https://neutralitystudies.com/shop> Faire un don : <https://neutralitystudies.com/donate> Timestamps 00:00 – Contexte dans l'aide suisse en cas de catastrophe 06:42 – Pourquoi la neutralité suisse est importante pour les missions humanitaires 09:39 – La neutralité comme accès pratique et protection dans les zones de guerre 10:18 – Ukraine 2015 : aide suisse au-delà de la ligne de front 18:05 – La complexité du conflit du Donbass sur le terrain 24:03 – L'approvisionnement en eau potable comme projet humanitaire neutre 28:41 – OTAN, perception extérieure et avenir de la neutralité suisse 34:28 – Plaidoyer final : la neutralité comme outil pour sauver des vies et désamorcer les conflits

#Pascal

Bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies ! Aujourd'hui, on parle à nouveau en allemand, parce que je discute avec mon compatriote suisse, Marcel Helfenstein, un ancien travailleur humanitaire spécialisé dans les secours en cas de catastrophe. Cher Marcel, bienvenue ! Merci beaucoup pour l'invitation, ravi d'être là. Je suis très content que tu aies accepté. Peux-tu peut-être, pour commencer, nous expliquer brièvement ce qu'est exactement l'aide en cas de catastrophe ? Et tu as récemment publié un article sur l'importance de la neutralité suisse, y compris pour ce type d'aide humanitaire. C'est ce dont on va parler aujourd'hui. Mais commençons d'abord par toi, ton expérience dans ce domaine, ce que fait concrètement la Katastrophenhilfe, et comment tout cela se déroule. Voilà.

#Guest

Alors moi, j'étais à la Confédération, au sein du gouvernement suisse. L'aide humanitaire, c'est en fait le bras de la coopération au développement, rattachée à la Direction du développement et de la coopération, la DDC. Et cette direction dépend du DFAE, donc du Département fédéral des affaires étrangères. Autrement dit, c'est le bras officiel de la Suisse pour l'aide humanitaire, celle qu'on

déploie lors de catastrophes ou de conflits, quand il faut intervenir tout de suite. C'est différent de la coopération au développement, qui s'occupe de projets à long terme, de reconstruction, de travail de fond. L'aide d'urgence, c'est vraiment l'aide humanitaire dans les situations de guerre ou de catastrophe, pour venir en aide aux personnes touchées, assurer leur survie et sauver des vies.

J'ai fait ça pendant longtemps, oui, dix ans, peut-être même plus. J'étais aussi membre de la chaîne de secours suisse pour les tremblements de terre, mais je n'ai jamais été déployé. Quels tremblements de terre ? Justement, je n'ai jamais été envoyé sur le terrain. Le premier, c'était en Algérie, mais je l'ai manqué pour des raisons professionnelles. Il faut dire que, comme beaucoup de choses en Suisse, ce système fonctionne sur une base de milice. Nous avons tous notre métier à côté. C'est organisé en groupes spécialisés : il y a le groupe médical, avec les médecins, le groupe construction, avec les ingénieurs et les techniciens. Et moi, j'étais dans le groupe logistique, responsable de la logistique des secours et de la coordination interne, pour que les médecins aient les médicaments et le matériel nécessaires pour sauver des vies. Voilà.

#Pascal

Exactement, en Suisse, beaucoup de choses fonctionnent sur la base du système de milice. Ça veut dire que tu as un métier fixe, un travail normal au quotidien. Et quand il y a urgence, quand il faut intervenir, tu te rends disponible et tu vas aider, par exemple dans les secours en cas de catastrophe. La Suisse envoie alors des personnes là où il se passe quelque chose et où il faut apporter de l'aide. Et tout cela se fait sous l'égide de notre ministère des Affaires étrangères, qu'on appelle le DFAE.

#Guest

Exactement. En fait, quand un appel arrive, il faut être prêt à partir en moins de douze heures. Tout va très vite. Ce sont ce qu'on appelle des équipes d'intervention immédiate. On reçoit un appel, et on peut dire : non, en ce moment ce n'est pas possible. Alors, à Berne, ils passent à la personne suivante sur la liste et appellent les autres. C'est comme ça qu'un nouveau groupe se forme à chaque fois, selon qui est disponible. Parce que, vraiment, le facteur temps est crucial. Ma première mission, c'était en janvier deux mille cinq, après le tsunami de décembre deux mille quatre, en Extrême-Orient, en Indonésie. Cette région a été très durement touchée, mais on en a moins parlé, parce qu'il y avait moins de touristes occidentaux qu'en Thaïlande, par exemple. Là, c'était dans la ville de Banda Aceh, tout à l'ouest de Sumatra, un peu plus de cent mille habitants, soixante-dix pour cent de destruction. Et c'est là qu'on comprend à quel point le temps compte : il faut arriver très vite sur place pour pouvoir sauver des vies. C'est vraiment essentiel, oui.

#Pascal

Et tu étais là-bas avec d'autres, et c'est là que tu as participé à ta première mission. Alors, comment ça se passe concrètement ? Vous avez tous vos domaines de spécialité. Quel est le tien ? Et dans ce genre de situation, où et comment peux-tu sauver des gens ?

#Guest

Oui, alors, mon domaine, c'est la logistique. Je suis de formation agent de transit, j'ai travaillé pendant des années dans ce métier, puis j'ai suivi des formations complémentaires, j'ai été chef de service, ce genre de choses. Et ensuite, je suis passé à l'aide humanitaire en cas de catastrophe, parce que ça m'intéressait. C'est un nouveau défi, c'est évidemment très complexe, et le facteur temps est crucial — il faut aller encore plus vite que dans la logistique classique. Et puis il y a la pression : des vies humaines dépendent de la façon dont on travaille, de la qualité et de la rapidité de notre travail. C'est ça qui m'a motivé, entre autres. Et oui, voilà, c'est comme ça : on part sur le terrain avec une équipe, et le logisticien, en fait, est déjà indispensable dès le départ. Je ne veux pas me placer au-dessus des médecins ou des ingénieurs, mais si le logisticien n'a pas préparé le terrain à l'avance, le médecin ou le technicien sur place ne peut rien faire, parce qu'il n'a rien, à part ses deux mains.

Donc, la logistique de l'aide humanitaire, mais aussi celle de notre propre approvisionnement — avoir de quoi boire, manger, et une tente pour dormir — tout ça est absolument essentiel. Il faut vraiment anticiper avec précision, réfléchir vite et clairement, et comprendre les liens entre les choses, pour repérer à l'avance les obstacles possibles et les résoudre avant qu'ils ne se présentent. Cette capacité à voir les connexions, ça m'aide sans doute un peu aujourd'hui, aussi dans d'autres domaines, peut-être même dans des questions politiques, par exemple quand il s'agit de neutralité.

#Pascal

Oui, parlons-en maintenant. Dans ce cas, tu n'es pas le médecin qui opère sur le terrain, mais plutôt celui qui veille à ce que le médecin ait son scalpel. Tu es celui qui s'assure qu'il y a de l'électricité sur place, que la tente est montée, bref, que tout ce qu'il faut pour pouvoir travailler est là. Alors, dans quelle mesure la neutralité suisse joue-t-elle un rôle là-dedans ? Parce qu'il y a aussi d'autres pays qui pratiquent la protection civile, qui interviennent et proposent leur aide lors de catastrophes. Comment est-ce que toi, tu intègres la neutralité suisse dans ce contexte ?

#Guest

Oui, exactement. Comme je l'ai dit, il y a des zones sinistrées et, en fait, des zones de guerre — même si, au fond, les zones de guerre sont aussi des zones sinistrées. Mais après quinze ans, ou disons quinze missions en dix ans, un certain cynisme finit par s'installer, presque naturellement. La neutralité, elle, devient surtout importante dans les zones de guerre. Ma première mission, c'était en Indonésie. Ensuite, j'ai beaucoup travaillé au Proche-Orient, parce que là-bas, évidemment, les

crises sont fréquentes. Israël était entré au Sud-Liban — ce n'était déjà pas la première fois — c'était en deux mille cinq ou deux mille six. Nous avons dû évacuer des citoyens suisses par le Liban, donc via le trajet Liban–Chypre. Puis, en deux mille neuf, j'étais en Israël et en Palestine, à un moment où Israël entraît encore une fois dans Gaza et bombardait. J'étais sur place. Et j'étais aussi en Libye, quand la guerre d'intervention de l'OTAN contre Kadhafi a eu lieu. Là, j'étais à l'est, à Benghazi.

À l'époque, c'était en fait plutôt contre la neutralité. C'était un peu poussé politiquement par la ministre des Affaires étrangères. Et moi, je suis allé deux fois en Irak, après ces désastres de l'État islamique en Syrie et en Irak, dans cette région-là. Et là-bas, on sent vraiment que la neutralité, c'est quelque chose de très concret, de très pratique, et surtout de très utile. Elle permet beaucoup de choses, vraiment beaucoup. Elle offre aussi une forme de protection. Elle donne accès, un accès rapide, et cette possibilité d'être présent sur le terrain, de pouvoir aider. C'est un aspect à double tranchant, mais dans le bon sens du terme. C'est comme ça que j'ai vécu la neutralité. Je peux d'ailleurs en dire un peu plus si vous voulez.

#Pascal

Oui, tu devrais. C'est vraiment passionnant. On s'imagine parfois que la neutralité, c'est juste une sorte d'espace politique qui permet à un pays de faire des affaires avec tout le monde. Mais toi, qui étais sur le terrain... Dans ce cas, cette neutralité suisse t'a aidé à plusieurs reprises à obtenir un accès et à faire ton travail. Tu peux nous en parler un peu ? Est-ce que tu as des exemples où tu t'es vraiment dit : heureusement que la Suisse est neutre, que j'en fais partie, et que je peux agir grâce à ça ?

#Guest

Oui, exactement. D'un côté, quand je dois travailler sur le terrain comme spécialiste, en collaboration avec les ministères, on a tout simplement un accès plus rapide. À l'époque, les gouvernements savaient encore vraiment que la Suisse était neutre. Et ça, ça ouvrait plus facilement les portes, que ce soit auprès des responsables ou des ministères. On obtenait aussi plus vite les documents ou les autorisations nécessaires pour pouvoir importer ou faire venir par avion les aides humanitaires. Ça, c'est le premier point, le facteur temps. Et puis, il y a aussi la question de la sécurité. Par exemple, en Ukraine, j'y étais aussi en deux mille quinze. Didier Burkhalter était président de l'OSCE en deux mille quatorze, et il avait lancé, à mon avis, un projet vraiment excellent sur l'approvisionnement en eau potable.

À l'époque, la ligne de front... enfin, c'était encore officiellement une guerre civile, déjà dans le Donbass. Et nous, on livrait de l'aide humanitaire pour le traitement de l'eau potable. Ces installations se trouvaient des deux côtés de la ligne de front. La ligne était d'ailleurs très irrégulière, très imbriquée. Donc, quand on arrivait à remettre en marche les stations de traitement, en réalité, les deux camps en profitaient, aussi bien du côté de Kiev que du côté du Donbass. Et moi, je devais accompagner ces convois d'aide, depuis Dnipro jusqu'à Pokrovsk, la ville qui vient justement d'être

prise par les Russes ces dernières semaines. Là-bas, je devais sans cesse franchir des points de contrôle, passer par des check-points militaires, être contrôlé à chaque fois.

Oui, c'est comme ça. Quand on a un passeport suisse et qu'on peut présenter des documents officiels du gouvernement suisse, tamponnés, par exemple par les autorités de Kiev — mais c'était pareil en Libye ou en Irak —, on est quand même un peu plus en sécurité. Parce qu'en Ukraine, à l'époque, en deux mille quinze, tout n'était pas encore sous le contrôle de l'armée régulière. Il y avait encore des bataillons de volontaires sur place. Et eux, ils étaient très agressifs envers toute personne qu'ils soupçonnaient de soutenir l'ennemi, les soi-disant partisans des Russes, déjà à ce moment-là. Alors, si on pouvait prouver de manière crédible qu'on venait de Suisse, qu'on était neutre, on pouvait passer.

Oui, c'est vraiment essentiel de préserver ce bien précieux qu'est la neutralité. Et c'est pour ça que je veux aussi prendre la parole, fort de mon expérience, de ma pratique. Parce que la neutralité, c'est fondamental, surtout quand on veut non seulement jouer un rôle politique de médiation, mais aussi apporter une aide concrète. Quand on voit, après des guerres, les mouvements de migration ou de réfugiés, on comprend à quel point il est important de pouvoir aider directement sur place, et peut-être même d'éviter que ces flux de réfugiés ne se forment. Pour cela, il faut pouvoir agir sur le terrain en tant qu'acteur neutre. Mais si cette neutralité devient moins évidente, comme c'est le cas aujourd'hui avec la politique envers l'Ukraine, alors, en deux mille vingt-six, on aurait sans doute du mal à franchir la ligne de front. Parce qu'à mon avis, on ne serait plus perçus comme neutres par l'une des parties.

#Pascal

Et c'est quand même un point essentiel, non ? En ce moment, notre Conseil fédéral, donc notre gouvernement, part du principe que la Suisse est militairement neutre. Mais sur le plan politique, elle se range clairement du côté de l'Occident et de l'Ukraine. Elle applique, par exemple, des sanctions contre la Russie, et tout ce qui va avec, comme le font les pays occidentaux. Mais le résultat, c'est que les Russes disent maintenant : « Eh bien, nous, on ne vous considère plus comme neutres. »

Votre argent n'est plus considéré comme venant d'un camp ami, mais comme appartenant à l'autre camp. C'est désormais leur position officielle. Et ça retombe directement sur des gens comme toi, ou sur d'autres bénévoles, qui en réalité n'ont rien à voir avec la situation politique, mais qui veulent simplement faire leur travail, comme tout le monde le souhaite d'ailleurs. Mais une fois sur le terrain, si on n'est plus perçu comme neutre, les problèmes deviennent bien plus graves. Est-ce que je comprends bien ?

#Guest

Oui, c'est vrai. Là, on parle aussi de sa propre vie. Ça peut devenir dangereux. Moi, je n'ai pas été menacé, non. Mais à l'époque, en deux mille quinze, en Ukraine, c'était clair qu'on était neutres. Par

contre, quand on pense à ceux du CICR – moi, je n’y ai jamais travaillé – eux, ils sont vraiment dans les zones de conflit, dans les zones de guerre, et des deux côtés. Et des gens m’ont dit qu’on croise souvent, pas partout mais régulièrement, des membres du CICR dans ces régions. Ils m’ont aussi expliqué que c’est essentiel, mais que c’est aussi très risqué, parfois même mortel. Leur seul bouclier, c’est la croix suisse. Ça peut sembler un peu emphatique, mais c’est la réalité : quand on n’a pas d’armes pour se protéger, il ne reste que la neutralité, la croix suisse. Sinon, on n’a plus accès aux deux camps.

#Pascal

Je pense que le point est assez simple. La meilleure protection, c’est quand aucune des deux parties n’a envie de te tirer dessus. Dans ce cas, ça se passe plutôt bien, non ? Enfin, on peut encore faire quelque chose. Mais dès qu’un des camps commence à se dire : « Oui, peut-être qu’il vaut mieux qu’il soit mort plutôt que d’aider l’ennemi », là, on a vraiment un problème.

#Guest

Oui, c’est vrai. On pourrait même dire, un peu de façon provocante, que si les deux parties y trouvent leur intérêt, que ce soit avec toi ou avec l’État, alors tout le monde est d’accord. Et bien sûr, c’est beaucoup plus simple quand on peut se présenter comme neutre, sinon ça devient compliqué. Je ne veux pas faire de critique politique, mais si on veut, par exemple, aider les deux camps en Ukraine, c’est difficile ensuite de convaincre l’un d’eux qu’on veut aussi lui faire du bien. Il faut alors accepter qu’on soutient un seul côté. Et pour moi, la vraie question, c’est : est-ce qu’on le veut vraiment ? Et comment la Suisse peut-elle être plus utile ?

Mon expérience est simple : la Suisse peut apporter plus au monde si, en tant que force neutre, nous pouvons aider les deux parties dans un conflit et, avec la diplomatie, essayer de désamorcer les tensions. Plutôt que de faire, comme maintenant, une sorte de rapprochement silencieux avec l’OTAN à travers l’armée suisse. Vu de l’extérieur, surtout en dehors de l’Europe, on n’est alors plus du tout perçus comme neutres. Bien sûr, à Berne, on peut écrire et répéter qu’on reste neutres, mais dans le Sud global, on nous voit comme faisant partie de l’OTAN. Et si l’armée suisse participe déjà à des exercices avec l’OTAN, où est la limite ? À ce moment-là, on en fait partie.

#Pascal

Oui, bien sûr. C’est justement ça, le problème de cette perception extérieure. On ne peut pas la contrôler soi-même. Ce sont les autres qui décident de ça. Et c’est très important, oui. Mais il y a aussi cette question de l’aide. Parce qu’il y a des gens, même en Suisse, qui disent : non, il ne faut pas aider les Russes, il ne faut rien leur donner, ils ne devraient rien recevoir de bon de la Suisse. Mais ce que toi, tu as fait, ce n’est pas aider les Russes. Tu as essayé d’aider les Ukrainiens du côté russe du front, non ? Donc, en fait, tu aides les gens des deux côtés, les civils, si je t’ai bien compris. Il ne s’agissait pas d’aider les soldats russes ou ceux du Donbass. Il s’agissait d’aider les civils.

#Guest

Il s'agit toujours de civils, toujours de personnes, et c'est là que ressort mon côté humaniste. Je veux dire, dans tout conflit, il y a deux camps. Et s'il y a deux camps, il y a forcément au moins deux points de vue sur ce conflit. Et je trouve que, avec cette couverture médiatique massive et unilatérale – je m'excuse pour ce jugement –, sur le terrain, c'est tout autre chose. Je me souviens, très brièvement, de mon expérience dans l'est de l'Ukraine : nous étions de l'autre côté, du côté du Donbass, ce qu'on appellerait aujourd'hui le camp pro-russe. Mais ces gens-là se sentaient aussi Ukrainiens. Ils étaient simplement extrêmement en colère contre le gouvernement de Kiev, parce qu'à l'époque déjà, il avait coupé tous les flux financiers, plus de retraites, plus de financement pour les hôpitaux, et ainsi de suite.

Ils n'avaient plus d'argent, et les stations de traitement d'eau potable non plus. Plus de moyens, plus d'approvisionnement, parce que... bon, on peut en discuter. Du côté de Kyiv, on s'est dit : si on envoie de l'argent vers l'Est, ça profitera aux insurgés. Je peux comprendre ce point de vue. Mais il faut aussi comprendre la perspective du Donbass, de façon neutre, sans juger. Comprendre, c'est une chose ; juger, c'en est une autre. Et quand on a fait la livraison, à Bokovsk, c'était déjà presque du côté pro... enfin non, c'était juste avant que ça devienne clairement prorusse. Mais les gens, eux, étaient plutôt critiques envers Kyiv.

À l'époque, il y avait déjà cette querelle autour de la langue. Officiellement, on n'avait plus le droit de parler que l'ukrainien, à la télévision, dans les médias. C'était la seule langue nationale, et plus le russe. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles tout ça a explosé. Et puis, il y avait le directeur de cette station de traitement d'eau potable à Pokrovsk. Une équipe de télévision ukrainienne est venue pour montrer comment la Suisse apportait son aide, ce genre de choses. La Suisse, évidemment, était contente qu'on en parle dans les médias. Et eux, ils ont interviewé cet homme uniquement en ukrainien.

Il n'avait pas vraiment compris, parce que, bon, il avait plus de cinquante ans, et à l'école, à l'époque, on n'apprenait que le russe. Il n'avait jamais appris autre chose, et il tremblait de peur. Moi, je parle un peu russe, j'en ai fait deux ans, juste assez pour me débrouiller. On avait un interprète avec nous, et lui aussi avait été en Ukraine. Il se dit russe à l'origine, mais il est très pro-ukrainien. En fait, la plupart le sont, du moment que le gouvernement leur est favorable.

Et là, il a vraiment eu peur. Parce que, pour la première fois, il a vu que ce n'était pas juste de la propagande russe, cette idée que les gens se sentent un peu opprimés ou menacés. Non, c'était bien réel. Cet homme tremblait littéralement de peur, il pensait qu'il y aurait des conséquences après. Là-bas, c'était une sorte de zone sans droit, coincée entre les lignes de front, avec ces bataillons de volontaires. Et puis, l'OSCE, la mission d'observation européenne, publiait chaque

année des rapports. On peut d'ailleurs encore les trouver sur Internet, en cherchant par exemple « crimes de guerre Ukraine OSCE ». On y voit comment des civils — pas des soldats, des civils — ont été soupçonnés de soutenir les prorusses, puis ont disparu, ont été tués ou emprisonnés.

C'est toujours bon signe quand les gens sur place voient la réalité de leurs propres yeux et se rendent compte qu'elle est bien plus compliquée qu'un court article de presse ou un reportage à la télé. Et c'est justement ce que je veux dire : ces conflits sont beaucoup plus complexes, plus nuancés, que ce qu'on peut résumer en noir et blanc. Adopter une position neutre, ça aide à s'y retrouver un peu, à comprendre les deux côtés, à percevoir toute cette complexité. Et puis, quand on reste neutre, on a aussi plus facilement accès aux informations, aux personnes, à l'autre camp. Si on ne l'est pas, on n'y arrive tout simplement pas. On reste bloqué d'un seul côté, avec une seule perspective. Et ça, c'est vraiment dommage. Oui.

#Pascal

Non, ce conflit est vraiment très complexe. Et cette tendance à tout voir en noir et blanc, surtout en Europe en ce moment, ça n'aide absolument pas. Juste une petite parenthèse, puisque nous en parlons. Je ne peux que recommander le livre de Benoît Paré, **What I Saw in Ukraine**. Benoît Paré, un Français qui a travaillé pour l'OSCE, et qui était au même endroit que toi. Je ne crois pas... tu l'as rencontré par hasard ? Probablement pas, hein ?

#Guest

Non, mais toujours voir les voitures filer à toute vitesse.

#Pascal

Il a écrit un gros livre sur tout ce qu'il a vu. Mais il a aussi vécu des deux côtés du front, il a connu les deux réalités. Et toi, bien sûr, tu as aussi cette perspective de la protection civile. Par exemple, vous avez réussi à faire couler l'eau à nouveau, ce qui est aussi un acte politique. Il faut convaincre les deux camps de ne pas faire sauter cette centrale, non ? Tu peux nous en dire un mot ?

#Guest

Oui, c'est comme ça. Le responsable de la station de traitement d'eau potable à Pokrovsk m'a montré, en lien avec les crimes de guerre, comment les installations de traitement d'eau avaient été bombardées par le côté de Kyiv, probablement par des bataillons de volontaires. C'était une situation très confuse et très complexe. Ils ont aussi visé les conduites d'eau potable, pour que, en gros, l'autre camp, l'ennemi, n'ait plus rien à boire. Ensuite, quand on a voulu réparer ces conduites, les gens qui s'en occupaient ont été pris pour cible à leur tour. Donc, au final, ce n'était plus du tout possible. Et en fait, c'était censé être un vrai coup d'éclat.

J'étais moi-même fier d'avoir été un petit rouage de ce projet, dans lequel les deux parties avaient confiance. La Suisse est neutre, et on nous fait confiance pour ça. On aurait pu craindre, par exemple, que nous ajoutions quelque chose dans les produits chimiques que nous livrions pour purifier l'eau potable, que l'eau ne soit pas vraiment propre, et que les gens refusent de la boire, simplement parce qu'ils ne nous feraient pas confiance. Ou parce qu'ils penseraient que nous sommes peut-être du côté de Kiev ou de Moscou, peu importe. Et c'est justement là que la neutralité est essentielle : quand on est neutre, on est accepté, et on garde l'accès aux gens des deux côtés, et...

#Pascal

C'était vraiment un coup de maître, oui. Et au final, ça a marché. Vous avez réussi à faire comprendre aux deux côtés qu'il valait mieux que l'autre ait aussi de l'eau, parce qu'eux-mêmes en auraient aussi. Comme ça, tout le monde y gagnait. L'ennemi aussi, certes, mais eux également. Et au final, ça a fonctionné. L'approvisionnement a repris, et il n'a plus été bombardé ni interrompu.

#Guest

Oui, autant que je sache, c'est exact. Je crois que ça a ensuite continué à fonctionner. Je ne m'en suis plus vraiment occupé après. Mais oui, c'était en fait un vrai coup de maître, parce que la ligne de front était un peu enchevêtrée, irrégulière, et du coup, ces conduites d'eau potable passaient parfois d'un côté à l'autre de la ligne de front. Et grâce à ça, les civils, des deux côtés, pouvaient en profiter. Par exemple, Kiev ou Moscou auraient pu dire : non, on ne veut pas de ça, parce que si la ligne de front bouge, seul l'ennemi en tirera avantage. Donc, la plus grande partie du travail, c'était clairement la diplomatie en amont, pour rendre ce projet possible.

#Pascal

C'est intéressant, non ? On imagine souvent ces choses-là, et surtout la neutralité, comme quelque chose d'assez abstrait. Mais en réalité, dans des situations comme celles-là, c'est un outil très concret, sur lequel on doit pouvoir compter. Et l'expérience que tu as, que les gens du CICR ont aussi, ou encore ceux de l'OSCE, qui se trouvent dans des positions similaires, même s'ils ne sont pas directement rattachés à un pays, elle est vraiment importante. Peux-tu peut-être expliquer un peu plus en quoi le lien avec la Suisse officielle reste essentiel, non seulement pour le CICR, mais aussi pour vous, dans la protection civile ?

#Guest

Oui, bien sûr, notre aide humanitaire suisse a toujours été rattachée à la Suisse officielle. Nous avons toujours travaillé en lien avec les ambassades suisses sur place, parce que nos projets avaient besoin d'un certain travail diplomatique en amont pour pouvoir exister. Jusqu'à présent, ou du moins la plupart du temps, nos projets exigeaient d'impliquer les deux parties d'un conflit. Par exemple à

Gaza : quand nous voulions acheminer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, il fallait coopérer avec les autorités israéliennes, obtenir leur accord, et leur montrer que nous n'apportons rien qui puisse, par exemple, profiter au Hamas. C'est pour ça qu'il est absolument essentiel d'avoir une neutralité solide et crédible. Et oui, comment dire... je voudrais boucler la boucle, en fait à propos de l'OTAN. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu prendre la parole. Parce que, comme tu l'as dit, il y a cette question de perception : ce n'est pas seulement la manière dont nous nous voyons nous-mêmes, mais la manière dont les autres nous perçoivent, si nous sommes considérés comme neutres ou non. Et c'est là que ça devient un peu controversé aujourd'hui : la Suisse affirme qu'elle reste neutre, mais en même temps, l'armée suisse se rapproche de plus en plus de l'OTAN, avec des exercices communs, une coopération en matière de défense. Et ça, franchement, c'est incompatible. Ça ne va pas ensemble.

L'OTAN, c'est vraiment l'exemple parfait de ce qui est anti-neutre. Je vais sans doute devenir la cible de pas mal de gens au quartier général de Bruxelles. Mais l'OTAN et la neutralité, ça ne va tout simplement pas ensemble. Comment dire... je reste un peu sans voix de voir la Suisse se laisser entraîner là-dedans comme ça. Je ne me permets pas de critiquer notre propre gouvernement, mais je suis franchement perplexe de voir la Suisse avancer vers l'OTAN sans qu'il y ait eu, chez nous, un vrai débat de fond sur la question. Parce que le Sud global, c'est-à-dire en gros tous les pays en dehors de l'Occident — l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, ou tout ce qu'on rattache à l'Ouest —, tout ce qui est en dehors de ça, eh bien, c'est tout le reste du monde.

Et c'est ce que j'ai constaté, par exemple en Ukraine, sur le plan nucléaire, ou encore au Moyen-Orient. On ne nous perçoit plus vraiment comme un pays neutre. Et à ce moment-là, peu importe que la Suisse dise : « Nous sommes neutres », que ce soit écrit sur un tampon ou inscrit dans un document officiel. Ce qui compte, c'est la manière dont on agit, ce qu'on fait concrètement. C'est ça, la vraie crédibilité. On peut écrire et publier beaucoup de choses en théorie sur ce qu'on est, mais au final, c'est l'action qui parle.

Tout dépend de ce qu'on fait. Et là, je vois un énorme problème arriver pour la Suisse, sauf si c'est vraiment ce qu'on veut. On vit dans une démocratie, on peut très bien dire : oui, non, on veut maintenant rejoindre l'OTAN, on ne veut plus de neutralité. C'était bien avant, mais plus maintenant. Mais il faut simplement être conscient des conséquences. Et ces conséquences, c'est qu'on n'aura plus, ou beaucoup plus difficilement, accès à certaines choses. Qu'en cas de conflit, on ne pourra plus aider les deux côtés, mais seulement un seul. Et que notre propre personnel sera exposé à plus de risques si on veut apporter une aide humanitaire dans une zone de conflit, sans être perçus comme neutres.

Oui, aujourd'hui, avec les drones et les tirs d'artillerie qui vont sur des kilomètres, on se dit vite : bon, peu importe, ils ne sont pas neutres de toute façon, ils aident les ennemis. Donc, cette question de sécurité devient aussi quelque chose où il faut reconnaître qu'à un moment, ça devient délicat. Il faut alors se retirer, et n'apporter de l'aide que là où un camp est d'accord et peut assurer la protection. Et ne plus dépendre du fait d'avoir besoin de protection des deux côtés. Ce seraient,

disons, les conséquences logiques, aussi sur le plan diplomatique et tout ça... mais ce n'est pas mon domaine.

#Pascal

Non, mais tu l'expliques vraiment très bien. Et tu sais ce que tu es en train de décrire ici, pour la protection civile et pour les gens sur le terrain ? Eh bien, ça vaut aussi pour le pays. Aider, aider les deux côtés, c'est toujours aussi une forme d'autoprotection. Quand on aide les deux, chacun a intérêt à te garder dans cette position. Et c'est ça qui est difficile. Mais c'est justement ce que la neutralité permet : elle crée une forme de protection. C'est pour ça qu'un pays neutre n'a pas besoin d'être armé jusqu'aux dents avec des armes nucléaires pour aller aider. Il ne le fait pas. Il n'est pas une menace, il est une aide pour les deux. Et toi, tu l'as vécu personnellement, et je crois que c'est une leçon très importante, qu'on oublie souvent. Et d'ailleurs, nous sommes tous les deux Suisses, on a donc le droit de critiquer notre gouvernement — ce sont nos employés, après tout. Alors, s'ils font mal leur travail, c'est à nous d'intervenir. Oui, c'est vrai.

#Guest

On a aussi le droit de me critiquer, c'est vrai.

#Pascal

On a le droit de critiquer tout le monde, surtout le gouvernement, et surtout notre propre gouvernement. Mais peut-être, pour conclure, j'aimerais que tu t'adresses à la population suisse, ou plus largement à nos auditrices et auditeurs. Pourquoi, selon toi, du point de vue d'un praticien, faudrait-il garder cette neutralité, la valoriser, ou même la renforcer ? Parce qu'à la fin de l'année, on va effectivement voter sur la question d'inscrire enfin notre neutralité dans la Constitution et de la développer davantage. Alors, quel serait ton plaidoyer final ?

#Guest

Exactement. Dans les conflits, il y a toujours deux côtés. Et il faut toujours se demander où l'on se situe soi-même, que ce soit par rapport aux médias ou à la politique. Prenons l'exemple de l'Ukraine : la Suisse est au cœur de l'Europe. C'est logique qu'on suive, d'une certaine manière, le courant dominant de l'opinion européenne, y compris dans les médias. Mais il faut toujours garder à l'esprit qu'un conflit, ou une guerre, a toujours une histoire. Ça ne veut pas dire qu'on cherche à tout justifier. Ce qui m'importe, ce sont les gens, les civils. Et aussi les soldats — ce sont des êtres humains eux aussi — qui meurent pour une cause politique qui, des décennies plus tard, peut sembler totalement inutile. Et ça, c'est vraiment triste. Là, c'est l'humaniste en moi qui parle.

Je pense que, au fond, il s'agit de sauver des vies humaines. Ou d'éviter que les gens ne s'attirent encore plus de malheurs, pour eux-mêmes et pour leur pays. Et quand on est neutre, on peut tout

simplement dire les choses plus facilement, plus directement, et on a surtout la possibilité d'aider les deux côtés. Mon plaidoyer, ce serait simplement de dire : on aide davantage les gens quand on essaie de désamorcer les conflits, quand on cherche à assurer leur survie, à apporter une aide à la reconstruction, à recréer du dialogue, même par toutes petites étapes. Par exemple, autour du traitement de l'eau potable. C'est un petit pas, mais qui peut permettre de retisser des liens, de forcer les gens à se reparler, et peut-être de se rendre compte que, finalement, l'autre n'est pas si terrible... que ce n'est peut-être pas vraiment un ennemi.

On y arrive tout simplement mieux quand on reste neutre, ou même seulement en essayant de l'être, plutôt que de rejoindre une alliance et de prendre parti d'un seul côté. Parce que c'est comme ça : dès qu'on prend parti, on a aussi envie de frapper avec les autres. C'est humain, dans les conflits. Quand on choisit un camp, on finit par trouver ce camp plus sympathique. On déploie son drapeau, on veut participer, aider, se battre avec eux. Mais, si on regarde les choses à la lumière du bon sens, au fond, c'est tout aussi absurde que de ne pas essayer de rester neutre, de garder un peu d'objectivité et d'aller vers les deux côtés. Et je pense que c'est ce qui sert le mieux les gens. La neutralité, c'est simplement la base qui permet de garder une certaine objectivité. Voilà, c'est ça mon plaidoyer.

#Pascal

Je trouve que c'est un très bon plaidoyer. La neutralité, c'est la base sur laquelle on peut, et on doit, reconstruire un peu d'humanité au cœur des conflits. Et à mon avis, c'est exactement le rôle que la Suisse devrait jouer — pas celui de frapper du poing.

#Guest

Puis-je encore faire un petit plaidoyer contre l'OTAN ? Je pense que la Suisse, en tant que pays neutre, aide bien plus le monde que si elle rejoignait — que ce soit l'OTAN ou une autre alliance. Nous, la petite Suisse, nous ne pourrions de toute façon pas faire une vraie différence sur le plan militaire, même si nous étions membres de l'OTAN. Et puis, notre engagement aurait beaucoup moins d'importance pour l'OTAN que ce que nous pouvons apporter en restant neutres : avec nos bons offices, notre capacité de médiation, nos efforts pour favoriser des pourparlers de paix, nous pouvons vraiment essayer d'avoir un impact dans le monde.

Et ce serait vraiment aussi mon plaidoyer pour la neutralité. Parce qu'en tant que Suisse, telle que je l'ai connue pendant mes cinquante et une années, on peut faire et apporter tellement plus à l'humanité. Rester neutres et mettre en avant nos bons offices, c'est, à mon sens, un bien bien plus grand pour le monde. Et c'est là qu'on se trompe parfois sur ce qu'on appelle le progrès. Être neutre, ça ne veut pas dire construire un mur et se désintéresser de ce qui se passe ailleurs, du moment qu'on vit bien chez nous. Non, ce n'est pas ça du tout. La neutralité, au contraire, permet d'agir, de contribuer activement à la paix, à la compréhension entre les peuples. Et là, c'est vraiment l'humaniste en moi qui parle. Oui, ce serait vraiment mon mot de la fin.

#Pascal

Je trouve que c'est une conclusion brillante. La Suisse serait bien mieux – enfin, je préfère une Suisse qui recrée des liens de tous côtés, plutôt qu'une Suisse qui tape du poing. Marcel, pour les gens qui aimeraient te lire davantage, est-ce qu'il y a des endroits où tu publies de temps en temps, ou où l'on peut suivre tes réflexions autrement ?

#Guest

Non, pas pour l'instant. Je suis vraiment un produit de la démocratie directe. En tant que simple citoyen, je me suis levé, sans emphase, mais avec l'envie de prendre la parole et de partager mon expérience. Et je me rends compte que c'est une perspective assez intéressante. Peut-être qu'il y aura quelque chose à l'avenir, peut-être que je pourrai en parler un jour, mais pour le moment, il n'y a rien. Je suis neutre, juste un citoyen ordinaire.

#Pascal

Un neutre vraiment neutre. Cher Marcel, eh bien, on t'invitera tout simplement à nouveau, et peut-être qu'on aura l'occasion de reparler ensemble à l'avenir.

#Guest

Marcel Helfenstein, merci beaucoup d'avoir pris le temps aujourd'hui.